

victimes de certaines coupures budgétaires. Je tiens à dire que personne n'a appelé.

J'en conclus que le budget est le genre de mesure ferme à laquelle les Canadiens s'attendaient. J'en parle parce que j'ai eu un appel d'une journaliste de ma région qui était au courant du sondage où notre cote de popularité est tombée à 19 p. 100. Elle voulait savoir si cela m'inquiétait. Je lui ai répondu que le gouvernement ne s'inspire pas des sondages publics car, si c'était ce que les Canadiens voulaient, le gouvernement se comporterait comme son prédécesseur. Avant 1984, les budgets semblaient refléter les résultats des sondages publics. Dans ce temps-là, les ministres des Finances ne s'inquiétaient pas des déficits et ne se demandaient pas d'où viendrait l'argent.

Je suis heureux de dire que, contrairement à ce que les sondages d'opinion publique laissent entendre, nous gouvernons le pays avec une fermeté qui s'imposait. La responsabilité fiscale est le remède aux maux dont le pays souffre: l'inflation et les déficits. L'un ne va pas sans l'autre, et personne ne devrait présumer qu'ils vont disparaître sans l'intervention du gouvernement.

Depuis 1984 nous devons faire face à deux déficits. Le premier a trait aux programmes. L'ancien gouvernement dépensait 16 milliards de plus par an qu'il n'en gagnait. Sans compter les intérêts à payer sur la dette et la dette elle-même, ses dépenses dépassaient ses recettes de 16 milliards par an. Non seulement ne payait-il pas d'intérêt sur la dette qu'il accumulait, mais il affectait aux programmes 16 milliards de trop. Il fallait également s'occuper des intérêts sur la dette, qui s'élevaient à 20 milliards. Lorsque nous sommes arrivés au pouvoir, les deux déficits combinés dépassaient 38 milliards de dollars.

Je crois que nous avons fait un excellent travail en nous attaquant aux deux problèmes. Cela nous a pris trois ans pour faire disparaître le premier déficit, celui lié aux programmes. Aujourd'hui, deux ans plus tard, nous affichons un surplus de 12,6 milliards. Nos dépenses au titre des programmes sont maintenant inférieures à nos recettes et nous commençons enfin à payer les intérêts sur la dette, comme nous devons le faire.

Malheureusement, la dette a augmenté à tel point que nous devons percevoir 41 milliards par an pour payer les intérêts. Par conséquent, nous avons encore un déficit de 28,5 milliards.

### *Le budget*

Je me suis efforcé d'écouter certains députés hier et aujourd'hui et un de leurs arguments avait trait aux taux d'intérêt. On a fait remarquer que le Comité des finances, dont je fais partie, a étudié les taux d'intérêt le printemps dernier. Nous avons vigoureusement recommandé au gouvernement d'encourager le gouverneur de la Banque du Canada à réduire les taux d'intérêt.

J'ai appuyé la recommandation à ce moment-là parce que les témoignages que nous avons entendus nous portaient à croire que les pressions inflationnistes se faisaient sentir seulement dans le sud de l'Ontario.

Évidemment, lorsque le gouverneur de la Banque du Canada est entré en scène, il n'était pas d'accord avec nous, mais nous avons de nombreuses preuves à l'appui de nos dires. Étant relativement novice en la matière, j'ai pensé, compte tenu de toutes ces preuves contraires, que le gouvernement était dans l'erreur et que tous les autres avaient raison.

La sagesse rétrospective est une grande chose. Le gouverneur de la Banque du Canada avait raison. Il n'y a qu'à regarder les récentes statistiques sur un grand nombre de régions pour se rendre compte que l'inflation sévit partout au Canada. J'ai un graphique que j'estime intéressant, car il montre certaines des pressions inflationnistes qui se font jour dans toute les régions du Canada.

Voyons, par exemple, les règlements salariaux conclus dans le secteur public l'an dernier. La fonction publique fédérale a enregistré, en moyenne, une augmentation de 4,2 p. 100 dans les règlements salariaux, alors que d'autres régions du Canada ont accusé des niveaux beaucoup plus élevés. Seules l'Alberta et la Saskatchewan, et je les en félicite, ont réussi à conclure des règlements salariaux dont le niveau était inférieur à celui du gouvernement fédéral.

Mais on m'a dit qu'il n'y avait pas de pressions inflationnistes en Colombie-Britannique. Je voudrais bien savoir maintenant pourquoi la Colombie-Britannique a conclu des règlements salariaux de 8,2 p. 100 en moyenne, s'il n'y avait pas de pressions inflationnistes. Pourquoi le Manitoba a-t-il accordé 5,5 p. 100 et la Nouvelle-Écosse, 5,7 p. 100? Pourquoi l'Ontario a-t-elle accordé en moyenne 6,6 p. 100? Des provinces comme Terre-Neuve, l'Île-du-Prince-Édouard et la Nouvelle-Écosse ont réglé juste au-dessous de 5 p. 100. Il est évident qu'il y avait des pressions inflationnistes. Les statistiques sur les règlements salariaux dans le secteur public sont très claires là-dessus.

Que dois-je en conclure? L'inflation est certes une plaie économique et le gouverneur de la Banque du Canada avait raison. En tant que membre du comité, je tiens à déclarer publiquement que la sagesse rétrospecti-